

Les pièges de la démocratie numérique

L'indignation ne suffit pas, la confrontation raisonnée de faits et arguments est indispensable

[Wolf Linder](#) | 2 mai 2018 | DP [2204](#)

Le vote électronique suscite craintes et méfiance. Le contrôle du bon déroulement des opérations réservé à des spécialistes affaiblit la confiance du corps électoral ([DP 2203](#)). Une confiance qui disparaît totalement quand on connaît les possibilités de manipulation offertes par un tel système.

Il faut pourtant élargir la réflexion: quel est l'impact de la numérisation sur le fonctionnement de la démocratie? Les partis et les politiciens misent sur les réseaux sociaux et, récemment, l'Internet a permis de lancer des demandes de référendum.

Selon le politologue [Uwe Serdült](#), l'un des meilleurs connaisseurs de ce domaine, cette pratique représente un champ de mines pour la démocratie et relègue la récolte de signatures manuscrites au rayon des antiquités. En 2016 aux [Pays-Bas](#), le blog provocateur [GeenStijl.nl](#), grâce à une application *open source* de son crû, est parvenu à réunir en dernière minute 150'000 signatures pour un référendum sur l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine, soit la moitié du nombre exigé. Depuis lors, le Parlement néerlandais veut augmenter le nombre de signatures ou interdire le référendum. Réactions analogues aux Etats-Unis: certains Etats interdisent la récolte électronique parce qu'elle ne respecte ni les délais ni les procédures usuelles.

L'irruption de nouveaux outils techniques n'est pas *a priori* négative. Elle pourrait favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et animer la démocratie référendaire. Mais ces nouveaux outils offrent également une chambre d'écho à des plateformes Internet bien implantées, y compris celles à vocation commerciale. Par exemple pour [Scout 24](#), un site publiant des offres de véhicules d'occasion et consulté par 50'000 visiteurs par jour, la récolte de signatures contre une augmentation du montant des contraventions ne serait qu'un jeu d'enfant. Cette opportunité devrait également attirer des sites étrangers.

Une telle évolution signerait la fin du rôle prépondérant des partis et des associations dans la démocratie référendaire. Elle creuserait un nouveau fossé dans le corps électoral entre, d'une part, ceux qui conçoivent le clic politique comme une sorte de droit de consommer et, d'autre part, ceux pour qui voter ne constitue pas seulement un droit mais implique aussi un débat argumenté.

Le succès des réseaux sociaux dans le champ politique découle de leur capacité de rapidement mobiliser les sentiments des individus, leur indignation et d'autres émotions encore, qu'un simple clic de souris permet d'exprimer. Ainsi le président américain tient en haleine l'opinion publique de tout un pays grâce à Twitter. Cette numérisation n'est pas sans conséquence.

Des [chercheurs américains](#) ont invité 500 Républicains et autant de Démocrates à suivre au jour le jour et durant tout un mois des messages de leurs adversaires politiques. L'hypothèse des chercheurs – chaque groupe deviendrait plus tolérant et plus disposé au compromis en étant confronté quotidiennement aux opinions de l'autre – n'a pas été validée, bien au

contraire: chaque groupe s'est trouvé conforté dans ses positions et la polarisation des points de vue n'a pas faibli.

Ce résultat n'étonne guère. Il confirme expérimentalement la thèse selon laquelle la communication numérique et sa chambre d'écho ne permettent pas ce qu'offre la discussion physique (habituelle): l'écoute et la confrontation avec les arguments de ceux qui ne pensent pas comme nous, fondement de la formation de l'opinion dans une démocratie. Un fondement totalement absent dans les réseaux sociaux. Alors même que notre culture politique aurait grand besoin de deux choses: davantage d'attention aux problèmes qu'aux personnes et une confrontation loyale avec l'adversaire.

Bien sûr la numérisation n'est pas en soi mauvaise pour la démocratie délibérative. Au contraire: la plateforme [Smartvote](#) permet aux électrices et électeurs de prendre connaissance des positions des candidats et d'en tenir compte lors de leur vote. Elle est plus utile que les portraits tout sourire de la publicité électorale, car elle offre le temps d'analyser les programmes, au-delà de la sympathie personnelle qu'on peut ressentir pour l'une ou l'autre des personnes candidates.

Dans cette perspective, on doit bien admettre que le vote électronique ne représente qu'une diversion coûteuse. Par contre la récolte électronique de signatures par le biais des réseaux sociaux constitue un vrai défi pour la démocratie directe.

Les innovations technologiques dictent le progrès économique. La démocratie exige une manière de penser fondamentalement différente. Pour Serdült, la question n'est pas tant de savoir *«comment l'Internet peut-il renforcer la démocratie»* mais bien de déterminer *«de quel Internet avons-nous besoin pour que la démocratie soit encore possible»*.